L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 5 SEPTEMBRE 1873. 41me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI MATIN, 5 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 33 de la rue Vieille-Levée : Jouets, articles de fantaisie, porcelaine et "notions".

Par Jos. Rosenthal, au No 16 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Affaires du District à Washington.

Les journaux de l'Ouest ont reçu de singulières nouvelles sur les affaires du District de Columbia on, pour nous exprimer plus clairement, sur les affaires de la ville de Washington. Nous en avons parlé déjà, mais comme ces affaires nous touchent de près, attendu qu'elles ressemblent à celles de la Nouvelle-Orléans, nous ne saurions en parler trop souvent. Les habitants de la ville fédérale cherchent aussi un moyen de se libérer de la taxe et tout à la fois des taxeurs. Chose difficile, parcequ'en cela les propriétaires ne sont pas soutenus par ceux qui ne le sont pas. Ces derniers formant le plus grand nombre. En pareille matière, la force numérique n'appartient jamais aux plaignants. Toutefois, ils peuvent s'organiser pour la résistance et consacrer quelques fonds pour obtenir un résultat. On dit aux États-Unis que l'argent est le nerf de la procédure; s'il en est ainsi, les propriétaires seraient bien niais de ne pas l'employer pendant qu'ils en ont, sans attendre l'expropriation qui leur enlèvera assurément le peu qui leur reste.

C'est ce que vont tâcher de faire les contribuables de la cité fédérale. Les nouvelles disent qu'ils vont former une organisation pour résister à toutes les taxes générales et spéciales, levées par une clique de dilapidateurs, qui a plongé la ville dans la banqueroute. Les contribuables demandent l'opinion d'éminents avocats, comme nous l'avons fait ici, bien que sans succès. Mais heureusement pour les propriétaires du district, ils auront l'appui tout entier de la presse, chose qui nous a fait défaut. A la Nlle-Orléans, quand trois journaux sont en faveur de la réforme, il y en a deux qui sont contre et cela suffit pour la faire échouer.

La *Chronicle* de l'ornay a publié un article qui démontre que les assessements spéciaux du Bureau sont à l'encontre des lois organiques et autres lois du district, et que les certificats de dette que les mneurs de la clique ont l'intention de faire passer sur des acquéreurs qui ne s'en doutent pas, sont sans valeur. Il s'agit peut être d'une chose non encore essayée à la Nouvelle-Orléans, et qui consiste à revoir sur le passé et à tenir pour responsables de taxes non payées les acquéreurs mêmes que protègent les lois organiques. Si cela est, il y aura, à Washington, bien peu de maisons à l'abri de la saisie. Mais les taxeurs ont fait plus déjà: ils ont converti ces certificats en papiers de circulation et ont essayé de les accréditer auprès des banques de Washington et de Philadelphie. Les banques de Philadelphie les ont refusés comme n'ayant aucune valeur sur la place. Ces papiers nous semblent les cousins des warrants du M. Graham et du gouverneur Warmoth, qui devaient être payés avec les taxes de telle année sans avoir droit aux recettes des autres années et que M. Clinton répudie ou laisse de côté aujourd'hui.

Ces choses-là se passent sous les yeux du Congrès, et nous voyons, non sans un profond étonnement, que les sénateurs du représentants, qui comptent sur leur crédit électoral pour faire un long séjour à Washington, y achètent des résidences, si grévées qu'elles soient par les assessours du district. Ces membres du Congrès devraient au moins prendre la défense des contribuables. Ils auraient dû le faire depuis longtemps, et ce n'est qu'à présent qu'il est question de soumettre à l'investigation du Congrès toute cette affaire des dépenses monstrueuses de la clique, et d'en exposer la corruption et les fraudes.

Une dépêche dit que cette enquête, si elle est faite sérieusement, amènera des révélations de nature à jeter dans l'ombre toutes les saletés du Crédit Mobilier, mais qui justement, à cause de cela même, il est à craindre que la lumière ne puisse se faire, trop de gens, et aussi trop de membres du Congrès, étant intéressés à ce qu'elle ne se fasse pas.

Voici maintenant quelques détails concernant les opérations de la clique : ce sont des spécimens dont on pourra inférer tout ce qu'on voudra. Un entrepreneur favori reçoit 40 cents par yarde cube pour enlever les ordures de l'une des rues de la colline du capitole. Ce prix a été accordé sans concurrence et sans que personne ait été invité à faire des offres. M. Clark, architecte du capitole, fait enlever les ordures aux prix de 12 cents par yarde cube; les deux endroits se touchent et il n'est pas plus difficile de nettoyer l'un que l'autre. Cela ne ressemble-t-il pas exactement à nos prix d'impression officiels qu'on paye une piastre le carré au *Republican*, tandis que tous les autres journaux seraient très satisfaits d'avoir 25 cents pour la même besogne.

Les travaux de la clique sont si mauvais qu'il faut tous les refaire et de cette manière, assure la dépêche, des millions ont été dépensés en pure perte pour la ville de Washington. On cite des sommes fabuleuses pour le nettoyage ou l'extraction des égouts, et, cependant, les principales rues n'ont jamais été dans un plus horrible état de saleté ou dans une condition plus dangereuse qu'à présent.

Mais voici le bouquet : la clique fait élever un parage excellent de granit pour le remplacer par un pavage en bois qui durera cent fois moins. C'est le contraire qu'il faudrait faire là où n'existe pas de pavage en pierre.

La clique, ayant tâché de se constituer un parti dans la presse fédérale, a entièrement échoué. Elle a échoué également auprès de M. Dana, du New-York *Sun*; en sorte qu'elle n'a plus de soutien dans la partie de la population non intéressée à la circulation de ses warrants et bertifikats de dette sur des recettes arriérées. Il lui reste seulement les entrepreneurs, les escroqueurs et les agioteurs. Mais ces gens là ne sont pas sans puissance, et c'est contre eux que les contribuables s'organisent et qu'ils préparent des documents pour le Congrès. Il sera démontré invinciblement que la municipalité du District de Colombie est livrée au pillage et que sa dette est égale au quart de la valeur totale des propriétés de ville. Un quart! C'est beaucoup, c'est énorme pour le district, mais pour nous, ce ne serait rien. Ici, la dette est de la moitié, et bientôt elle sera des deux tiers des valeurs urbaines.

RÉGALIAS.—M. F. A. Gonzales, rue Carondelet No 2, près de la rue du Canal, annonce qu'il a à vendre 10,000 régalias de Cohchas, de la célèbre marque, "Golden Eagle," de la Havane. Ces cigares, d'une qualité extraordinaire, et dont l'origine havanaise est garantie, sont offerts en détail à 10 sous pièce. A ce prix, nous croyons qu'ils seront bien vite écoulés.

☞ Il y a plus de 15 ans que les machines à coudre de Grover et Baker ont été introduites dans le Sud et, depuis ce temps, leur réputation n'a cessé de grandir. Aujourd'hui leur vente dépasse celle de toutes les autres. Dépôt général, Canal 107

Un de nos confrères, né natif de Montauban (prononcez Monne-toban?), s'est marié dernièrement.

Deux jours après la noce, il invite sa nouvelle faulilo à déjeuner.

Les décendants sont réunis dans le salon.

Tout à coup la porte de la salle à manger s'ouvre impétueusement et le jeune époux bondit comme un joli petit jaguar jusqu'à son beau-père et s'écrie avec l'accent de sa métropole :

— A bing! ma femme est tombée sur un maslon!!!

Le beau-père s'incline avec un étonnement qui ne cesse que lorsqu'il aperçoit un gaaglion cantaloup sur la table.

Le doute n'était plus permis!

Payement de l'Intérêt de la Dette Capitalisée.

Un journal d'hier soir annonce que certains coupons, détachés des anciens bons de l'Etat, émis avant la guerre, ont été envoyés ici du Nord pour être payés, mais que l'agent fiscal a référé le mandataire au trésorier, qui l'a référé à son tour à l'auditeur, M. Clinton. Ce dernier aurait refusé de reconnaître ces coupons comme des obligations légitimes de l'Etat, en déclarant que l'argent qui aurait dû être mis en réserve pour leur payement a été volé par Warmoth et par d'autres.

Ces coupons viennent des bons émis par l'Etat, en 1852 et 1853, en payement du capital consacré dans le chemin de fer de Jackson. On sait que le gouv. Warmoth a vendu ce capital au Col. McComb à un prix qui constitue pour l'Etat une perte énorme. Il est vrai que M. Warmoth peut dire qu'il était autorisé par la Législature à faire cette cession. Mais autorisée ou non, l'opération a été désastreuse, et il est dû par l'Etat d'être obligé maintenant de continuer à servir l'intérêt d'une émission dont le capital n'existe plus et duquel il n'y a absolument rien à espérer.

Au surplus, si M. Clinton refuse de payer ces vieux bons, émis avant la guerre, il refusera bien mieux de payer les coupons des bons émis sous l'administration de M. Warmoth, bons dont les trois-quarts peuvent à la rigueur être regardés comme frauduleux. Alors, nous verrons du nouveau.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — C'est dimanche prochain, 7 septembre, que l'Académie de Musique fera son ouverture sous la direction de M. David Bidwell. Pendant l'été, l'intérieur de la salle a été entièrement repeinte, restaurée et décorée à nouveau. On y verra des tapis neufs avec toutes les améliorations d'usage dans les théâtres les plus à la mode. M. Bidwell a fait faire les choses convenablement et l'assistance sera charmée en entrant de l'aspect de la salle, ce qui le prédisposera tout d'abord en faveur du spectacle annoncé. On donnera la grande "Lulu Combination" avec une extravagance originale et musicale intitulée "Love's Suspicion"; ensuite, un "Parlor Entertainment" avec des chansons sentimentales et comiques, et la soirée se terminera par une scène de pantomime intitulée "Grimald". Le jour précédent il y aura à midi, la première grande matinée de "Lulu". — C'est là un spectacle admirablement composé, et nous ne doutons pas que la foule ne brave la chaleur pour assister à cette brillante ouverture.

☞ Nous venons de recevoir de second numéro du "Journal Médical et Chirurgical de la Nouvelle Orléans. Nous y avons remarqué nombre d'articles intéressants, un entre autres de M. le docteur J. C. Paget, sur la fièvre jaune. Les docteurs Lemonier, Ferrier, Gaston, Milner, Herrick, Bemiss, ont aussi contribué d'une manière fort brillante à la richesse de ce numéro, qu'on peut se procurer en s'adressant à M. James A. Gresham, propriétaire et éditeur, rue du Camp, 92.

GRAND FESTIVAL AU PARC DELACHAISE. —L'Association Cosmopolitaine de charité des 4e et 6e districts de la Nouvelle-Orléans donnera, sur les terrains Delachaise, un grand festival qui durera trois dimanches de suite, le 14, le 21 et le 28 septembre. On nous assure que cette triple fête sera splendide, et qu'il y aura une foule nombreuse et choisie. M. D. Pochelu voudra bien agréer nos remercîments pour les billets qu'il a eu l'attention de nous adresser.

CHANGEMENT DE LOCAL.—L'Institution ou la Caisse d'Epargnes de la Nelle-Orléans, incorporée en 1855, et qui n'a cessé d'être, depuis cette époque, un des établissements de dépôt les plus accrédités et les plus populaires de la Nelle-Orléans, vient d'être transférée dans son nouveau local de la rue du Canal 130. Nous en avons parlé, il y a quelque temps; on y voit le plus bel édifice d'une rue où il y en a beaucoup de beaux. Si l'institution a changé de local, elle n'a pas changé de directeurs et les nons honorables qui ont fait sa fortune dans le passé lui assurent une fortune encore plus brillante dans l'avenir.

CIGARES—Les cigares qu'on vend maintenant au "Domesjic Cigar Store" en face de la Poste, ont un grand succès de vente. On les reconnaît tout de suite pour de vrais cigares de la Havane d'une qualité supérieure. Et cependant, ils se vendent à un prix très modéré. $30 le millier, ou trois cigares pour 25 cents.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Ces machines sont devenues les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Une nouvelle qui, nous en sommes sûr sera accueillie avec plaisir, est une démarche que viennent de faire quelques citoyens du Second District, auprès des autorités municipales.

Ils demandent, dans une pétition, que l'ordonnance de la ville qui défend aux femmes de mauvaises mœurs d'habiter certains quartiers, soit mise en vigueur. S'ils réussissent dans leur tentative, ils auront rendu à leur District un service qui ne saura être trop apprécié.

Avant hier, pendant que le steamer "Thomas Sherlock", descendait le fleuve en face de Baton-Rouge, une difficulté est survenue entre un passager et un employé du bord. Comme il ne se trouvait pas d'officier de police à bord, aucune arrestation n'a pu être opérée; mais à l'arrivée du steamer en ville, le sergent Charles Carleton a arrêté les deux hommes mêmes qu'un nommé Smith et sa femme, accusés tous deux de complicité dans l'affaire.

On apprendra avec satisfaction que John Williams, couleuri, poursuivi par l'Etat pour avoir essayé de violer une petite fille de huit ans, a été condamné au pénitencier à perpétuité.

Une femme nommée Lizzie Richard, a été traduite avant-hier, devant la Cour de Police du juge Staiss, sur l'accusation d'avoir reçu d'une blanchisseuse, du linge appartenant à Mme Marie Glapion.

Lizzie a très fortement nié sa culpabilité; mais le juge a pensé, pour s'exonérer de toute responsabilité, qu'il était préférable de renvoyer cette affaire devant la Première Cour de District.

Quatre individus ont été dernièrement victimes d'une mauvaise plaisanterie. En passant sur l'habitation de M. Hastel, à huit milles de Gretna, ils ont aperçu deux femmes qui travaillaient dans les champs et se sont amusés à les poursuivre. Les femmes effrayées, se sont rendues chez elles en toute hâte, et ont raconté leur aventure aux hommes employés sur la même habitation. Ceux-ci, furieux, se sont à leur tour mis à la poursuite des quatre individus, les ont attrappés et les ont conduits en prison.

TEMPERATURE. — 4 Septembre 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	79	26
12 M.	83	28
3 P. M.	90	32
6 P. M.	82	28

Voici ce que j'ai lu, entre autres demandes, sur l'enseigne d'un bureau de placement de Paris:

On demande des bonnes aimant les enfants de 18 à 25 ans.

Mon humble avis est que dans le beau pays de France ces bonnes-là ne sont pas précisément rares.

Train pour Trouville, station de Lisieux, la nuit.

Un voyageur, heureux d'être sorti du gouffre parisien, chante à haute voix, sur le quai de la gare et sur un air d'Adam :

Arrêtons-nous ici, l'aspect de ces campagnes !.....

Prenez garde, monsieur, fait observer quelqu'un, vous allez réveiller les habitants!

—Eh bien! après, si je les réveillais..... que feraient-ils?

L'autre, avec un extrême sang-froid :

—Mon Dieu, monsieur, ils plaideraient!

M. Alb. Delpit, de la Louisiane, a publié dans la *Patrie* l'article suivant sous le titre de : UNE RÉPUBLIQUE QUI S'EN VA :

Il est dans la destinée des peuples d'avoir entre eux à certaines heures des identités fatales. Même ceux qui diffèrent de race, de langue et de mœurs se rapprochent à un moment donné sur un même chemin mènant au même but.

Cette vérité, généralement prouvée par la philosophie de l'histoire, trouve, à l'heure qu'il est, une application nouvelle. Il n'y a qu'à regarder les États-Unis d'Amérique pour s'en convaincre.

Voilà ce'ces la République modèle. A entendre les citoyens de l'opposition française, la République américaine est le modèle de toutes les nations. Elle n'a qu'un but et qu'un moyen : la liberté. La morale y est plus pure qu'en aucun lieu du monde: l'air qu'on y respire " est un air imprégné de grandeur, pour me servir de la phraséologie habituelle à ces messieurs: les institutions y sont à la hauteur des hommes qui les ont créées. Ce n'est pas dans ce pays privilégié qu'on rencontre les monstrueux abus de pouvoir, les illégalités flagrantes, les cynisme tyrannique qui de tout temps ont déshonoré les monarchies européennes.

Voilà ce que disent les républicains français, non-seulement les radicaux violents, mais encore les centre-gauche modérés.

Ils le disent, ils le répètent, et comme chaque moyen, chaque opinion politique discrète d'un certain nombre de fibbles, ces fibbles disent et répètent ce qu'on leur enseigne depuis dix ans. A les en croire, les États-Unis d'Amérique auraient supprimé l'armée permanente, l'impôt forcé, toutes ces vieilleries d'un monde disparu. Le libre pays de la libre République américaine marche à la tête du progrès.....

Soit. Mais ils permettront qu'on jette un coup-d'œil sur cette nation qu'ils vantent.

A l'heure même où ils écrivent dans leurs journaux, où ils prétendent dans leurs banquets, qu'on veut ramener la France à une monarchie; à l'heure où, quelque nuance qu'elle ait, la nation française voit les jacobins du *Rappel* ou les socialistes de l'*Avenir* lui montrer le salut dans une formule gouvernementale, à cette heure-là, il est bon de regarder un peu l'Amérique de 1873, qui n'est plus que l'ombre de l'Amérique d'autrefois.

Puisque ainsi bien ces républicains dont je parle ne laissent passer aucune occasion de nous montrer en France une monarchie qui vient, montrons-leur aux États-Unis une République qui s'en va.

Le jour n'est pas loin où un César dominera par delà l'Atlantique. Que les républicains n'accusent pas ce cri d'exagération. Un simple coup-d'œil jeté sur les journaux américains le prouve. Ouvrez le *New-York Herald* du 25 juillet 1873, et vous y trouvez des lignes, après une étude du gouvernement actuel et des hommes de M. Grant; "Ce sont de tels hommes qui ont rendu le césarisme possible à Rome, et " qui ont rabaissé le niveau de notre moralité... Ce qui nous occupe, c'est cette " question : *Aurons-nous le césarisme de la " République?* Voilà ce qui nous intéresse, " nous et nos enfants."

Cet article du *New-York Herald*, un des plus remarquablement écrits et pensés que ait surgi de ses publications depuis longtemps, est d'une signification terrible. Ce n'est pas l'opinion isolée d'un seul journal. L'*Evening Express* du dimanche prouve que M. Grant a pour lui Jules César. Et, après avoir parlé des hommes du gouvernement, il s'écrie :

"Franklin, Hamilton, de Jefferson, de " Franklin, d'Adams, quelle postérité vous " succède!

"..... Nous sommes aujourd'hui exclusivement sous une administration militaire. Nous nous proposons de l'étudier à " mesure, pour tâcher de comprendre *le régime* que le gouvernement sous lequel nous " vivons."

Ainsi, voilà l'unique, la constante préoccupation des journaux américains : le césarisme. Ils le sentent grandir, grandir toujours. M. Grant a déjà été deux fois président des États-Unis. Il le sera une troisième. Que l'on ne considère pas ce fait comme une émanation du suffrage universel. Le parti au pouvoir avec M. Grant use de tous les moyens pour faire nommer ses créatures. Ces moyens peuvent se traduire par l'exemple suivant:

Le suffrage universel se trouve annihilé depuis une dizaine d'années par l'immigration annuelle d'une centaine de mille d'Irlandais ou d'Allemands. Or, à peine arrivés, ils sont enbrigadés par les meneurs du parti au pouvoir et admis au vote au moyen de toutes les fraudes possibles et connues.

Une des plus originales est la suivante: On conduit les néophytes dans une salle de club, et on les fait passer par un berceau (*cradlle*). Le lendemain, les mêmes individus sont conduits devant le magistrat qui délivre les cartes d'électeur aux nouveaux citoyens. Puis viennent les contributions d'usage imposées par la loi et auxquelles doivent payer les témoins patentés qui, la veille, les ont menés au quartier général d'élections (*headquarters*). Voici ces principales questions posées par le magistrat : 1. Connaissez-vous ces hommes? — Oh l'avez-vous connu? — Depuis quand?

Pour satisfaire à la loi qui exige le témoignage de citoyens honorables, et pour éluder une accusation de parjure, ils répondent la main sur la Bible :

D. Vous connaissez monsieur?

R. Oui.

D. Oh l'avez-vous connu?

R. Dans cette ville.

D. Depuis quand?

R. *Depuis le berceau.*

On ne peut *légalement* les accuser de faux témoignage, puisqu'en effet les émigrés ont passé par le berceau avant d'entrer au club.

Et cela se pratique au vu et au su de tous. De telle sorte que dans les villes populeuses un grand nombre d'individus n'ont pas d'autre profession que celle de témoin.

Oh cet la vérité, oh cet la justice du suffrage universel avec de pareils agissements!

Le parti républicain des États-Unis a compris que la décentralisation s'opposerait toujours au triomphe du césarisme, qu'il convoite pour lui. Aussi, à l'heure qu'il est, la centralisation s'exerce-t-elle sur une large échelle. Ainsi, l'*Evening Express*, dans le même article que j'ai cité tout à l'heure, écrit ces quelques lignes :

" La force de centralisation se manifeste énergiquement..... Le Sud a d'abord été valeur, puis pitié sous la forme d'impôt équivalents à la confiscation; ensuite, " le argent extorqué au peuple du Sud a été prodigué pour dominer les élections " du Nord."

Un seul fait pourra prouver la profonde et navrante réalité de ce qu'avance l'*Evening Express*. Tous les paiements à faire dans la Louisiane pour le compte de l'État ont survenue entre un passager et un employé du bord. Comme il ne se trouvait pas d'officier de police à bord, aucune arrestation n'a pu être opérée; mais à l'arrivée du steamer en ville, le sergent Charles Carleton a arrêté les deux hommes mêmes qu'un nommé Smith et sa femme, accusés tous deux de complicité dans l'affaire.

Qu'on ne considère pas cette som